



HAL
open science

Les réseaux sociaux et la stabilité démocratique à Madagascar

Fabrice Lollia

► To cite this version:

Fabrice Lollia. Les réseaux sociaux et la stabilité démocratique à Madagascar. Peak - Business Partner. 2025. <hal-05368213>

HAL Id: hal-05368213

<https://hal.science/hal-05368213v1>

Submitted on 17 Nov 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

RAPPORT D'EXPERTISE INDEPENDANTE

A destination du Gouvernement Malagasy et des partenaires Internationaux (UA, ONU, Banque Mondiale, OIF, PNUD, GIZ)

Les réseaux sociaux et la stabilité démocratique à Madagascar

Comprendre, prévenir et agir face à la désinformation

Auteur

Dr Fabrice Lollia

Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication

Chercheur associé, laboratoire DICEN-IDF (France)

Expert-conseil en gouvernance numérique

Ce rapport est élaboré à partir d'une enquête indépendante conduite entre septembre et octobre 2025.

Ce document est une version archive

Résumé exécutif

La crise politique et sociale de 2025 à Madagascar a révélé un basculement profond du paysage informationnel où les réseaux sociaux se sont imposés comme le principal espace de formation de l'opinion publique, supplantant largement les médias traditionnels.

Dans un contexte de défiance institutionnelle et de saturation émotionnelle, ils ont structuré à la fois la mobilisation citoyenne, la circulation de la désinformation et la fabrique de la confiance collective.

Cette étude, conduite entre septembre et octobre 2025 auprès de 253 citoyens et enrichie de 42 commentaires qualitatifs, s'appuie sur une démarche analytique à visée interprétative.

Elle explore comment les usages numériques, les émotions et les perceptions interagissent pour façonner la compréhension de la crise et le rapport des citoyens à l'information.

Les résultats mettent en évidence :

- Une exposition à la désinformation déclarée par près de 9 répondants sur 10 ;
- Un changement d'opinion après exposition dans près d'un cas sur deux ;
- Une domination de WhatsApp et Facebook comme vecteurs principaux de discussion et de mobilisation ;
- Une forte présence d'émotions de colère, de méfiance et de peur, compensée par un noyau résilient d'espoir et de lucidité.

Ces dynamiques traduisent la montée d'une gouvernance émotionnelle de l'espace public, où la viralité et l'affect tendent à supplanter la vérification et la raison.

Elles soulignent aussi l'émergence d'une culture de vigilance encore fragile, mais porteuse d'avenir pour la résilience démocratique.

Face à cette évolution, le rapport appelle à :

- Renforcer la veille cognitive et émotionnelle au sein des institutions ;
- Former les acteurs publics à la communication de crise numérique ;
- Promouvoir une éducation critique aux médias et à l'information ;
- Instaurer un dialogue public-privé durable autour de la gouvernance de l'information.

La crise malgache de 2025 ne signe pas un effondrement, mais une transition : celle d'une société cherchant à redéfinir sa relation à la vérité, à la confiance et au vivre-ensemble à l'ère numérique.

Executive Summary

The political and social crisis that unfolded in Madagascar in 2025 revealed a profound shift in the country's information landscape: social media platforms emerged as the primary arena for shaping public opinion, largely overtaking traditional media.

Amid institutional distrust and heightened emotional saturation, these platforms became central to citizen mobilization, the spread of misinformation, and the construction of collective trust.

Conducted between September and October 2025 among 253 respondents and enriched by 42 qualitative comments, this study adopts an analytical and interpretative approach.

It examines how digital practices, emotional responses, and individual perceptions interact to shape citizens' understanding of the crisis and their relationship to information.

The findings highlight:

- Exposure to misinformation reported by nearly nine out of ten respondents;
- Opinion shifts triggered by online content in almost one out of two cases;
- The dominance of Facebook and WhatsApp as the main vectors for discussion and mobilization;
- A strong presence of emotions such as anger, distrust, and fear, counterbalanced by a resilient core of hope and clarity.

These dynamics point to the rise of an emotional governance of the public sphere, where virality and affect often outweigh verification and rational debate.

They also reveal the emergence of a still-fragile culture of vigilance—one that could become a foundation for future democratic resilience.

In light of these developments, the report calls for:

- Strengthening cognitive and emotional monitoring within public institutions.
- Training public officials in digital crisis communication;
- Promoting critical media and information literacy;
- Establishing sustainable public–private cooperation on information governance.

The 2025 crisis does not signify collapse.

It signals a transition—one in which Malagasy society seeks to redefine its relationship with truth, trust, and social cohesion in the digital age.

Table des matières

I. Introduction	6
II. Méthodologie	7
II. Résultats clés de l'enquête.....	11
IV. Vers une gouvernance de la communication en contexte de crise	23
V. Recommandations.....	28
Conclusion générale et perspectives	32
Note sur l'auteur.....	35
Bibliographie indicative	36

I. Introduction

Depuis septembre 2025, Madagascar traverse une crise politique et sociale d'une intensité inédite, marquée par la multiplication des récits, la confrontation des discours et une exposition médiatique sans précédent.

Dans cet environnement saturé d'informations, les réseaux sociaux se sont imposés comme le principal lieu de formation de l'opinion publique : espace d'expression citoyenne, de mobilisation émotionnelle, mais aussi de manipulation et de désinformation organisée.

Alors que les médias traditionnels adoptaient une posture de prudence liée au contexte politique, les plateformes numériques ont ouvert un espace discursif autonome, redéfinissant les modes de légitimation du discours public. Elles déplacent désormais les frontières de l'autorité, de la confiance et du vrai, en façonnant un espace hybride où se construit, en temps réel, la perception collective de la réalité politique.

Cette évolution dépasse largement la seule question technologique. Elle traduit une mutation profonde de la sphère publique : la vitesse de circulation des messages, leur charge émotionnelle et la logique de viralité algorithmique tendent à prendre le pas sur la vérification, le recul et l'expertise. Dans ce contexte, la désinformation n'apparaît plus comme une anomalie ponctuelle, mais comme le symptôme structurel d'un écosystème communicationnel fragmenté.

Face à ce constat, le présent rapport adopte une démarche analytique fondée sur la recherche appliquée et l'observation empirique des dynamiques informationnelles. Il s'appuie notamment sur une enquête en ligne menée entre septembre et octobre 2025 auprès de 253 citoyens, complétée par 42 commentaires qualitatifs.

L'ambition n'est pas seulement de documenter la crise, mais de transformer ces résultats en outils concrets d'aide à la décision publique et stratégique, au service de la résilience nationale et institutionnelle. L'objectif est d'offrir aux gouvernements, aux organisations internationales et aux entreprises des clés de compréhension opérationnelles pour :

- analyser les comportements informationnels et émotionnels des citoyens en contexte de crise numérique ;
- identifier les dynamiques et les effets de la désinformation sur la cohésion sociale et la confiance institutionnelle ;
- formuler des recommandations stratégiques permettant à Madagascar de se doter d'une gouvernance cognitive et communicationnelle durable.

L'enjeu dépasse ainsi la seule observation d'une crise médiatique. Il s'agit de penser la gouvernance de l'information comme un levier de stabilité démocratique, de compétitivité économique et de souveraineté cognitive.

À travers une approche combinant analyse empirique, lecture systémique et projection stratégique, ce rapport propose une lecture inédite de la crise malgache de 2025 : celle d'un véritable laboratoire de transformation de la communication publique à l'ère numérique.

II. Méthodologie

2.1. Approche générale

L'étude repose sur une démarche analytique et interprétative. Elle ne cherche pas à représenter l'ensemble de la population malgache, mais à comprendre comment les citoyens connectés perçoivent, ressentent et interprètent la crise de 2025 à travers leurs usages numériques.

Les répondants ont été interrogés en ligne, via un questionnaire diffusé sur les principales plateformes sociales. Ce choix s'impose naturellement : la crise s'est déroulée dans l'espace numérique, il était donc pertinent d'utiliser ce même espace pour observer les comportements et perceptions qui l'ont structurée.

Cette approche privilégie :

- la compréhension du sens des interactions ;
- l'analyse de la charge émotionnelle des contenus ;
- la lecture des dynamiques de confiance ou de méfiance ;
- l'identification des mécanismes de désinformation et de mobilisation.

Elle s'inscrit dans une perspective issue des sciences de l'information et de la communication, centrée sur l'étude des usages, des perceptions et des émotions dans les environnements numériques.

2.2. Conception du questionnaire

Le questionnaire a été construit autour de quatre familles de variables :

- sociodémographiques : âge, sexe, région, niveau d'études ;
- comportementales : fréquence d'usage des plateformes, modes de partage, routines numériques ;
- perceptives et émotionnelles : influence des contenus, exposition à la désinformation, changement d'opinion, émotions ressenties ;
- qualitatives ouvertes : un espace libre permettant aux répondants d'exprimer leurs ressentis, leurs analyses ou leurs inquiétudes.

Cette structuration permet de relier des données chiffrées à des éléments de sens, facilitant une lecture globale des comportements observés.

2.3. Collecte des données

La collecte a été réalisée exclusivement en ligne, via un formulaire ouvert accessible à tous les citoyens connectés.

- Période de collecte : septembre – octobre 2025
- Échantillon total : $n = 253$ répondants
- Commentaires qualitatifs : 42 contributions libres

- Durée moyenne de complétion : 5 à 7 minutes
- Canaux de diffusion : Facebook, WhatsApp, LinkedIn (partages organiques)

L'échantillon est non probabiliste, ce qui signifie qu'il ne cherche pas la représentativité statistique mais la pertinence analytique.

Il permet d'observer efficacement les comportements des citoyens *les plus exposés* à la crise : les internautes actifs.

2.4. Nature de l'échantillon

L'échantillon est composé majoritairement :

- de personnes âgées de 18 à 55 ans, avec une forte présence des 25–44 ans ;
- d'habitants d'Analamanga et des grandes villes régionales ;
- d'individus disposant d'un niveau d'études secondaire ou supérieur ;
- d'une répartition hommes/femmes relativement équilibrée.

Cette diversité offre une vision suffisamment large des dynamiques numériques en période de crise.

2.5. Traitement et analyse des données

L'analyse combine deux niveaux complémentaires :

1. Analyse quantitative descriptive :

- moyennes et fréquences des usages ;
- exposition à la désinformation ;
- influence perçue ;
- émotions dominantes ;
- croisements entre variables (âge × émotion, plateforme × influence, etc.).

2. Analyse interprétative :

- identification des tendances émergentes ;
- observation des comportements émotionnels ;
- mise en relation avec la confiance institutionnelle ;
- lecture systémique des réponses.

Les 42 commentaires ouverts ont fait l'objet d'un traitement qualitatif permettant de saisir les nuances émotionnelles, les arguments, la perception des risques et la compréhension personnelle de la crise.

2.6. Validité et limites de l'étude

a. Forces

- Pertinence du dispositif : une enquête numérique pour une crise numérique.
- Diversité des profils : variété des âges, régions et niveaux d'instruction.
- Fiabilité interne : filtrage des doublons et contrôle des temps de réponse.
- Vision systémique : articulation des comportements, émotions et perceptions.

b. Limites

1. Échantillon non représentatif : légère surreprésentation des publics urbains et connectés.
2. Contexte temporel spécifique : les réponses reflètent un moment politique précis.
3. Auto-déclaration : certains biais liés à la mémoire ou à l'émotion sont possibles.

c. Complémentarité analytique

Les données quantitatives sont enrichies par l'analyse qualitative des commentaires, permettant de :

- dégager des narratifs récurrents,
- repérer les émotions dominantes,
- identifier les signaux faibles de vigilance ou de méfiance,
- mieux comprendre l'impact émotionnel de la désinformation.

2.7. Position d'analyse

L'étude adopte une approche interprétative : la communication est envisagée comme une construction sociale, marquée par des rapports de confiance, de pouvoir et de reconnaissance.

La crise malgache est ainsi analysée non seulement comme un moment politique, mais comme un tournant cognitif, révélant :

- la transformation de la parole publique,
- le déplacement de l'autorité informationnelle vers le numérique,
- la fragilisation du contrat de confiance entre citoyens et institutions,
- le rôle déterminant des émotions dans la circulation des récits.

En synthèse

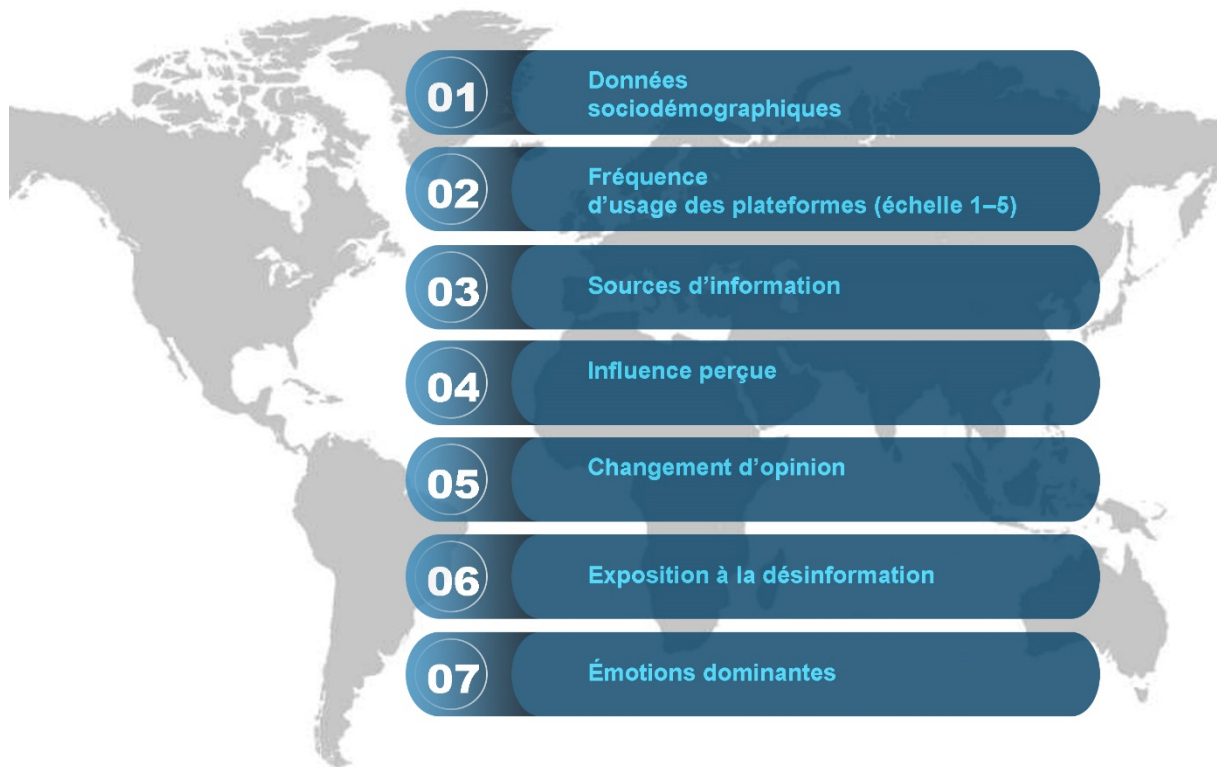
Cette enquête menée auprès de 253 citoyens connectés fournit une lecture claire et contextualisée de la manière dont les réseaux sociaux influencent la perception, la confiance et les émotions pendant la crise de 2025.

Sa valeur repose sur :

- la cohérence de la méthode,

- son ancrage dans le contexte malgache,
- sa capacité à éclairer les dynamiques réelles de désinformation,
- et la pertinence de ses enseignements pour les décideurs publics et privés.

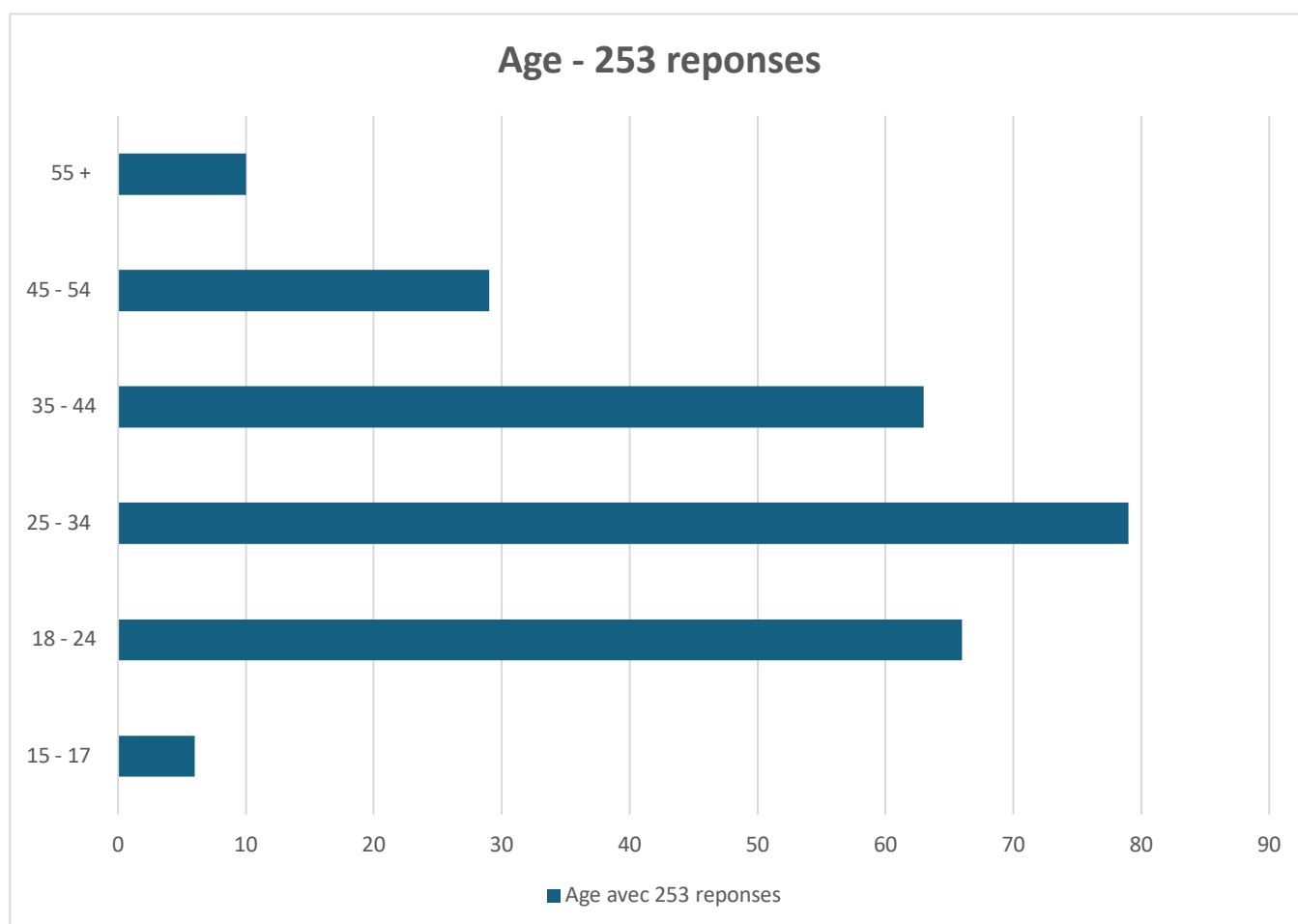
Variables mesurées :



II. Résultats clés de l'enquête

1. Profil des répondants

L'échantillon est composé majoritairement d'adultes âgés de 18 à 44 ans, avec une représentation équilibrée des sexes.



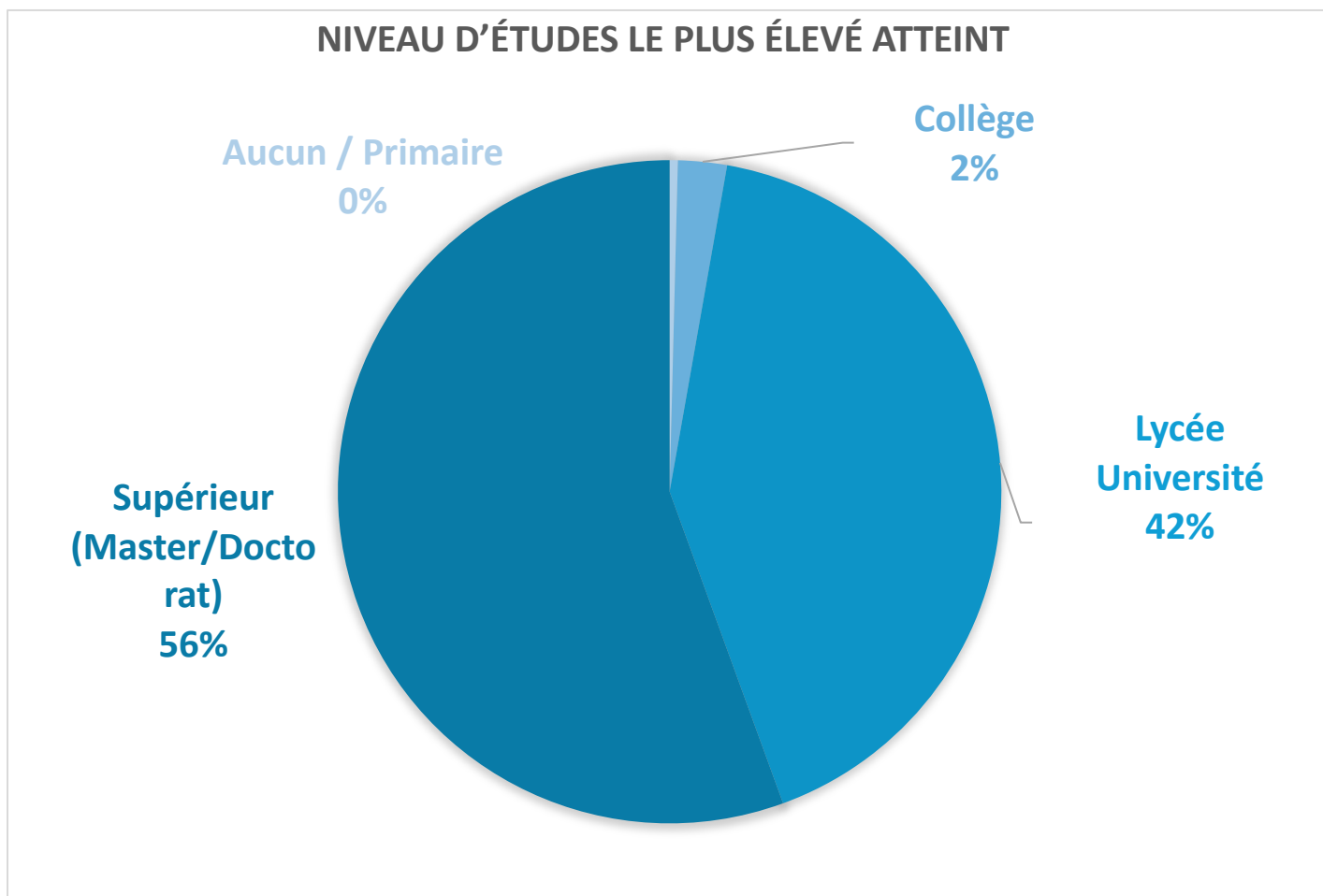
SEXE – 253 réponses.

**134 - (53%)
Féminins**

**115 - (45.5%)
Masculin**

**4- (1.6%)
Non précisé**

Près de 70 % possèdent un niveau d'études universitaire ou supérieur, traduisant une population connectée, instruite et socialement active.



1. Tendances générales des usages numériques

Les résultats confirment une forte dépendance aux plateformes sociales pour s'informer en période de crise.

Les répondants déclarent utiliser en priorité :

- WhatsApp (4,7/5) et Facebook (4,6/5) → principales sources d'information et de discussion.
- YouTube (3,5/5) et Instagram (2,6/5) → espaces visuels et explicatifs.
- TikTok (2,4/5) et X/Twitter (1,3/5) → encore minoritaires mais en progression chez les plus jeunes.

Cette hiérarchie montre que la circulation de l'information repose avant tout sur :

1. des communautés de proximité (groupes WhatsApp, réseaux familiaux et professionnels),
2. des espaces publics semi-ouverts (pages Facebook),

3. des formats vidéo à forte charge émotionnelle (YouTube, TikTok).

Elle met également en lumière une hybridation des régimes de confiance, structurée autour de trois sources complémentaires :

- médias traditionnels, jugés relativement fiables mais lents ;
- réseaux sociaux, perçus comme rapides, immédiats et émotionnels ;
- interactions interpersonnelles, souvent décisives dans la validation finale des contenus.

Cette combinaison traduit un glissement :

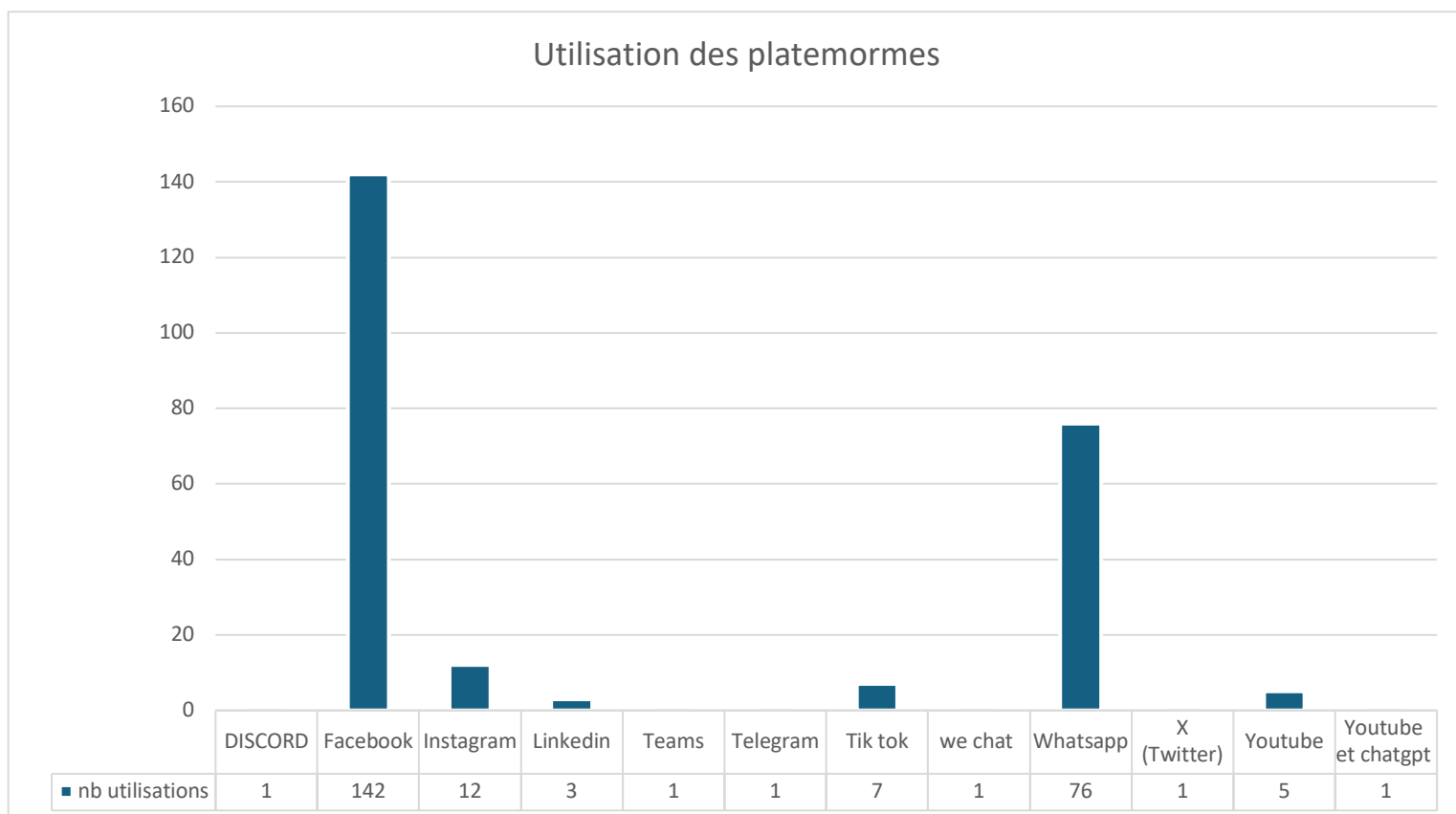
les citoyens ne cherchent plus seulement la vérification, mais la cohérence émotionnelle avec leurs valeurs et leurs repères sociaux.

Les plateformes les plus utilisées sont donc :

- Facebook et WhatsApp: communication privée et mobilisation publique;
- YouTube : source d'analyse et de témoignages ;
- TikTok et Instagram: vecteurs d'émotions et de viralité ;
- X et Telegram: marges du débat public.

Ces résultats confirment la domination de Facebook comme espace d'opinion et le rôle croissant de WhatsApp dans la circulation communautaire des informations.

Plateforme les plus utilisés – (253 réponses).



4. Influence perçue et transformation cognitive

Changement d'opinions – 253 réponses.

**106 - (42.2%)
NON**

**115 - (45.8%)
OUI**

**30- (12%)
Ne sait pas**

L'influence perçue des contenus numériques atteint 3,2/5, ce qui indique une influence modérée mais significative.

Surtout, 48 % des répondants déclarent avoir modifié leur opinion à la suite de publications vues en ligne.

Ce résultat marque un point clé :

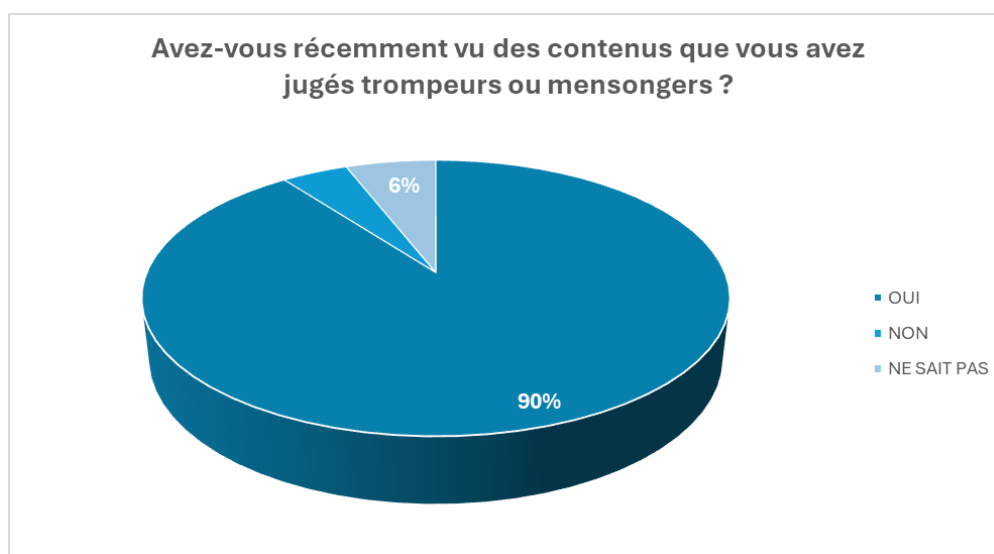
Le numérique ne diffuse pas seulement des idées ; il transforme la manière dont les citoyens interprètent la réalité politique.

Les commentaires libres le confirment :

- « *On partage vite quand on est choqué ou en colère.* »
- « *Ce que je vois sur Facebook me fait douter de tout, même des journaux.* »

Ils indiquent que les changements d'opinion se produisent dans des contextes émotionnels, ce qui constitue un indicateur fort de vulnérabilité cognitive.

2. Exposition massive à la désinformation



91,8 % des répondants déclarent avoir vu des contenus trompeurs ou manipulés. Ce niveau exceptionnel traduit un environnement informationnel saturé et souligne la nécessité d'une politique nationale de sécurité informationnelle.

Trois espaces principaux d'exposition sont identifiés :

1. Groupes WhatsApp fermés (rumeurs locales, messages vocaux, images sorties de leur contexte).
2. Pages Facebook communautaires (réinterprétations militantes, contenus polarisants).
3. Formats vidéo sur YouTube et TikTok (narration émotionnelle, montage spectaculaire).

Cette omniprésence entraîne une conséquence majeure :

- Plus de la moitié des répondants déclarent ne plus savoir à qui faire confiance.
- La désinformation apparaît ainsi comme un phénomène structurel et non comme une dérive ponctuelle.

3. Les émotions comme moteurs de la crise

Quelle émotion principale ressentez-vous le plus souvent en consultant des contenus sur la crise ?

253 responses



Les émotions dominantes exprimées sont :

- colère,
- peur,
- tristesse,

mais aussi :

- espoir, notamment chez les plus jeunes et chez les femmes.

Ces émotions jouent un rôle déterminant :

- la colère traduit la frustration politique et sociale ;
- la peur signale une perte de repères ;
- la tristesse reflète l'usure collective ;
- l'espoir révèle un potentiel de résilience si l'État adopte une communication claire, cohérente et empathique.

L'analyse qualitative des 42 commentaires montrera comment ces émotions se traduisent en récits, en images, en critiques ou en humour — véritables indicateurs de la dynamique affective de la crise.

4. Hybridation et fragilité des régimes de confiance

Les citoyens expriment un paradoxe fort :

- méfiance envers les réseaux sociaux (2,4/5),
- mais usage quotidien massif pour s'informer.

Cette double logique de défiance et de dépendance est typique des sociétés en transition médiatique.

Elle traduit :
une crise du contrat de communication entre institutions et population.

Les causes identifiées par les répondants :

- lenteur ou rareté des prises de parole officielles,
- manque de transparence,
- perception de décalage entre discours public et réalité vécue.

La désinformation prospère ainsi dans l'espace laissé vacant par la parole institutionnelle.

7. Analyse qualitative des 42 commentaires : ce que disent vraiment les citoyens

L'analyse des 42 commentaires recueillis apporte un éclairage essentiel sur la manière dont les citoyens perçoivent, ressentent et interprètent la crise.

Ces prises de parole, libres et spontanées, révèlent cinq dynamiques majeures.

1. Une forte demande de vérification et de rigueur informationnelle

De nombreux répondants pointent l'absence de recul critique face aux contenus circulant sur les réseaux sociaux :

« Les gens ne prennent pas le temps de vérifier. »

« Le fact-checking est devenu critique. »

« Trop de comptes fake. »

« Beaucoup de fakes véhiculés par les influenceurs. »

Cette demande traduit une prise de conscience collective : la crise a mis en lumière l'urgence d'un cadre de vérification et d'une éducation au discernement.

Les citoyens expriment un besoin explicite de repères fiables — une base essentielle pour toute politique de gouvernance de l'information.

2. Un malaise croissant face à la polarisation et à la "guerre de l'information"

Les commentaires montrent une compréhension fine des logiques de confrontation en ligne :

« Il existe toujours deux camps. »

« Nous sommes en pleine guerre de l'information. »

« Les réseaux sociaux deviennent un outil de manipulation de masse. »

Cette perception rejoint les résultats quantitatifs : les citoyens identifient la polarisation comme un mécanisme central de la crise, nourri à la fois par les algorithmes, les influenceurs et la circulation rapide de contenus émotionnels.

3. Une critique forte mais nuancée des plateformes numériques

Les réseaux sociaux sont décrits comme :

→ des amplificateurs de désinformation :

« On risque de tomber dans un piège si on ne fait pas attention. »

→ mais aussi des outils indispensables :

« Les réseaux sociaux sont les sources les plus fiables actuellement, avec du recoupement.

»

« Ils donnent accès à des points de vue que les médias ne montrent pas. »

Beaucoup évoquent même la censure ou les limitations de Facebook :

« Les pages dénonçant les bavures ont été restreintes, alors que les pages pro-régime circulaient librement. »

Ce double regard — critique mais pragmatique — confirme la dépendance paradoxale aux plateformes : méfiance et nécessité coexistent.

4. Des émotions multiples et ambivalentes : colère, peur... mais aussi lucidité et espoir

Les commentaires ne se limitent pas à des réactions émotionnelles ; ils traduisent des postures variées :

Colère face aux mensonges, injustices ou manipulations ;

Peur de se tromper et d'être influencé ;

Tristesse face à la situation du pays ;

Espoir, notamment chez les jeunes :

« J'admire le courage des Gen Z. »

Lucidité stratégique :

« Je ressens une vigilance froide, une concentration analytique. »

Cette diversité émotionnelle éclaire la donnée quantitative : l'émotion n'est pas un simple effet de la crise, mais un moteur central de la manière dont les citoyens donnent du sens aux événements.

5. Une critique récurrente des médias traditionnels et un appel à la transparence

Plusieurs commentaires soulignent la faiblesse perçue de la presse traditionnelle :

« Les médias ne sont plus transparents. »

« Ils brillent par leur absence. »

Malgré cela, certains rappellent leur utilité :

« Heureusement qu'ils étaient là pour les directs. »

Ces propos montrent que la crise de confiance ne vise pas un canal en particulier, mais la cohérence globale de l'écosystème informationnel.

Les citoyens demandent une presse plus accessible, plus présente en ligne et plus engagée dans le recoupement des faits.

6. Une demande forte de gouvernance de l'information et de responsabilité publique

Plusieurs commentaires formulent des attentes explicites :

« Il faut que la presse officielle soit plus présente en ligne. »

« Il faut un réseau social qui ne censure pas les injustices mais bannisse les infox. »

« Les faiseurs d'opinion ont détruit ce pays. »

« Réduire la pauvreté est une tâche collective. »

Ces observations montrent que les citoyens ne réclament pas seulement des vérifications factuelles :

ils appellent à une gouvernance responsable, à une régulation juste et à une communication publique cohérente.

Intégration dans la partie III : Synthèse qualitative

Les 42 commentaires confirment et enrichissent les tendances quantitatives :

- ✓ Une forte exposition à la désinformation ;
- ✓ Une méfiance croissante envers toutes les sources ;
- ✓ Des émotions ambivalentes (colère, peur, tristesse, mais aussi espoir) ;
- ✓ Une demande explicite de transparence, de vérification et de responsabilité publique ;
- ✓ Un rôle central des réseaux sociaux dans la compréhension de la crise.

Ils montrent que les citoyens ne sont pas passifs : ils analysent, jugent, filtrent, comparent, s'inquiètent et cherchent des repères.

Cette dynamique confirme que l'enjeu de la crise n'est pas seulement politique, mais info-communicationnel : elle se joue dans la bataille pour le sens, la confiance et l'émotion.

Résultats

Les résultats combinés de l'enquête (253 réponses et 42 commentaires) montrent que la crise de 2025 n'est pas seulement un épisode politique : c'est une expérience collective vécue à travers les réseaux sociaux.

Ces plateformes ne jouent plus un rôle périphérique : elles sont désormais le cœur de la médiation du réel, là où se forment les perceptions, les colères, les doutes – mais aussi les espoirs.

Trois constats structurants émergent :

1. Un recours massif mais ambivalent au numérique

WhatsApp et Facebook constituent les nouveaux « journaux du quotidien ».

Les citoyens y cherchent de l'instantanéité, du témoignage, du concret.

Mais ce recours s'accompagne d'une méfiance persistante.

Ce paradoxe – usage obligé mais confiance limitée – traduit la fragilisation du contrat d'information.

2. Une désinformation omniprésente et profondément ressentie

L'exposition quasi généralisée aux contenus trompeurs nourrit un sentiment d'insécurité cognitive :

« On ne sait plus à qui se fier », « il faut toujours vérifier », « beaucoup trop de fake news ».

Les commentaires montrent que la désinformation n'est pas perçue comme un simple problème technique, mais comme une menace qui déstructure la capacité de discernement collective.

3. Des émotions fortes qui organisent la compréhension de la crise

Colère, peur, tristesse... mais aussi lucidité, vigilance froide, solidarité, espoir.

Les répondants ne décrivent pas seulement ce qu'ils voient, mais ce que ces contenus font à leur esprit, et comment ils influencent leurs choix.

Pour certains, la crise devient même un moment d'apprentissage stratégique ou de prise de distance critique.

En synthèse

La section résultats met en lumière une réalité nouvelle :

Madagascar évolue désormais dans une sphère publique émotionnelle et connectée, où les réseaux sociaux façonnent la perception de la crise autant que les faits eux-mêmes.

La désinformation agit comme un révélateur : elle expose les fragilités du système médiatique, l'affaiblissement de la parole institutionnelle et le besoin croissant de repères fiables.

Mais l'enquête montre aussi un potentiel de résilience :

- une partie des citoyens développe des pratiques de vigilance, de vérification, et une analyse critique des contenus.
- Ces signaux faibles constituent le socle d'une future culture de discernement numérique – à condition d'être accompagnés.

Cette section offre ainsi les bases factuelles et émotionnelles nécessaires pour passer à l'étape suivante du rapport : l'analyse structurée des dynamiques informationnelles, affectives et politiques, afin d'identifier les leviers de gouvernance cognitive adaptés au contexte malgache.

La crise de 2025 doit être comprise comme une crise de la médiation, où la technologie accélère et révèle un déficit profond de confiance. L'État n'affronte pas seulement des opposants politiques, mais une concurrence informationnelle diffuse, horizontale, émotionnelle, capable de redéfinir, en temps réel, la légitimité du pouvoir et la perception de la réalité collective.

IV. Vers une gouvernance de la communication en contexte de crise

1. Une sphère publique désormais numérique et participative

La crise malgache de 2025 confirme qu'un basculement profond s'est opéré dans la fabrique du débat public. Les réseaux sociaux – WhatsApp, Facebook, TikTok – ne sont plus des espaces périphériques : ils sont devenus le centre de gravité de la vie politique et sociale.

Dans cet espace horizontal, chaque citoyen peut produire, commenter et diffuser de l'information. La frontière entre information, opinion et émotion devient poreuse. Les plateformes ont ainsi remplacé, dans de nombreux cas, les médias traditionnels, qui sont apparus prudents, lents ou absents.

L'analyse qualitative des 42 commentaires confirme ce glissement. Trois tendances fortes émergent :

Une demande de vérification et de discernement.

Plusieurs répondants évoquent la nécessité du fact-checking, la difficulté à distinguer le vrai du faux, ou encore la prolifération des « fakes » et des comptes anonymes.

Une critique de l'écosystème informationnel.

Des commentaires soulignent la politisation des médias traditionnels, la censure perçue sur les plateformes, ou encore l'inégalité d'accès à l'information.

Une lucidité citoyenne croissante.

Certains répondants expriment une « vigilance froide », une volonté de recouper les sources, ou une vision stratégique de la crise.

Cette horizontalité expressive a libéré la parole publique, mais elle a aussi fragmenté l'espace social : discussions parallèles, bulles de filtre, micro-narratifs concurrents. La société ne partage plus un même récit de la crise ; elle produit des réalités interprétatives multiples.

2. Les émotions, moteurs de la désinformation et révélateurs de l'état social

Les données quantitatives montrent que les émotions dominantes sont la colère, la tristesse, la peur... mais aussi l'espoir. Les commentaires confirment cette ambivalence émotionnelle.

Les émotions jouent un rôle structurant dans la crise :

elles déterminent la réception de l'information, influencent la mobilisation, et conditionnent la confiance envers les institutions.

Les commentaires traduisent :

- une colère face aux injustices, aux violences policières, ou à l'inaction perçue ;
- une peur liée à l'incertitude politique et économique ;
- une tristesse face à la dégradation du pays mais aussi un espoir et une volonté de changement.

La désinformation exploite précisément cette charge affective. Les contenus les plus émotionnels circulent plus vite, renforçant les divisions ou les solidarités.

La crise malgache apparaît alors comme une « gouvernance émotionnelle du public » :

ce ne sont pas seulement les faits qui influencent les comportements, mais la manière dont ils sont ressentis.

3. Un système d'interactions en boucle : citoyens, médias, institutions, plateformes

L'analyse révèle que la communication ne circule plus selon un schéma vertical. Le pays fonctionne désormais comme un écosystème informationnel auto-organisé.

Les commentaires qualitatifs révèlent cette dynamique :

- les citoyens dénoncent l'absence ou le retard de l'État dans la communication ;
- les médias traditionnels sont jugés « biaisés », « politisés » ou insuffisamment accessibles ;
- les plateformes numériques deviennent un espace de confrontation, mais aussi un lieu d'entraide.

Dans ce système, chaque acteur influence les autres :

- les citoyens produisent et relaient des récits ;
- les influenceurs amplifient ou manipulent ;
- les médias tentent de structurer ;
- les institutions réagissent, souvent tardivement ;
- les algorithmes décident de ce qui devient visible.

La désinformation est donc moins un accident qu'un symptôme du déséquilibre du système : vitesse contre lenteur, émotion contre expertise, défiance contre parole publique.

4. Les émotions comme infrastructure politique

Les émotions structurent désormais la vie politique. Elles servent de boussole cognitive dans un contexte d'incertitude, de fatigue et de défiance.

Les commentaires montrent que les citoyens ne débattent plus seulement des faits, mais de ce qu'ils ressentent à propos des faits. La cohérence émotionnelle devient parfois plus décisive que la vérification.

On observe également :

- un rejet fort de la manipulation ;
- une sensibilité aiguë aux injustices et aux violences ;
- une volonté de lucidité chez certains répondants (« vigilance stratégique ») ;
- un besoin d'informations fiables, claires, accessibles.

Cette grammaire émotionnelle redéfinit les critères du vrai, du juste et du légitime.

5. Une crise de la médiation et du contrat de confiance

Les résultats indiquent une rupture profonde entre institutions et citoyens. Le contrat de communication – jadis fondé sur la crédibilité des médias et la parole publique – est fragilisé.

Les commentaires évoquent :

- la censure perçue sur les plateformes,
- la perte de neutralité des médias traditionnels,
- l'absence de communication institutionnelle efficace,
- le sentiment que « chacun vit dans sa vérité ».

Cette fragmentation de la réalité collective rend difficile l'émergence d'un récit commun. Le défi n'est plus simplement de lutter contre les fausses informations, mais de reconstruire une écologie de la confiance, fondée sur la transparence, l'écoute et la co-construction.

6. Vers une souveraineté informationnelle et émotionnelle

La crise malgache montre que la souveraineté contemporaine n'est plus seulement territoriale ou économique. Elle devient cognitive et émotionnelle.

Trois leviers se dessinent :

Anticiper les narratifs et signaux faibles

veille cognitive, cartographie des récits, détection précoce des tensions.

Construire une communication publique unifiée et empathique

temporalité numérique, langage clair, porte-paroles formés, transparence.

Renforcer la culture critique et le discernement

EMI, pédagogie de la preuve, partenariat médias-universités-écoles.

Les plateformes – qui amplifient d'abord les tensions – peuvent ensuite devenir des outils d'apaisement si elles sont accompagnées par une communication publique crédible.

6. Enseignements pour la recherche et l'action publique

L'enquête conduite sur la crise malgache de 2025 révèle un tournant majeur : la gouvernance politique, économique et sociale se joue désormais autant dans la sphère numérique que

dans la sphère institutionnelle.

Les réseaux sociaux ne sont plus de simples canaux de communication : ils structurent les émotions collectives, influencent la perception du réel et conditionnent la confiance dans les institutions.

1) Pour la recherche

Cette étude invite à repenser la communication de crise en contexte africain comme un processus d'interaction entre technologies, émotions et pouvoir social.

La compréhension des crises ne peut plus se limiter à l'analyse des messages ; elle doit intégrer la manière dont les plateformes façonnent les comportements, amplifient les affects et reconfigurent les rapports de légitimité.

Madagascar devient ainsi un terrain d'observation stratégique pour étudier les nouvelles formes de médiation numérique en Afrique.

2) Pour les politiques publiques

Les enseignements de cette enquête appellent à la mise en place d'une gouvernance informationnelle coordonnée, réunissant les ministères de la Communication, de l'Éducation, de la Sécurité et du Numérique.

L'objectif : anticiper, accompagner et canaliser les dynamiques informationnelles avant qu'elles ne se transforment en tensions sociales.

La gestion de l'information devient ainsi un enjeu de sécurité nationale, au même titre que la défense ou l'économie.

3) Pour les entreprises et organisations internationales

Les acteurs économiques et institutionnels sont désormais confrontés à un nouveau risque systémique : la perte de confiance numérique.

La stabilité des marchés, la réputation des marques et la cohésion des équipes dépendent de la capacité à comprendre et à gérer les flux informationnels qui structurent la perception publique.

Investir dans la veille, la transparence et la communication de crise numérique devient une condition de durabilité organisationnelle.

En définitive, la crise malgache ne se résume pas à une confrontation politique : elle marque l'entrée du pays dans un nouvel âge de la communication, où le pouvoir ne s'exerce plus seulement dans les urnes ou dans la rue, mais dans les émotions partagées et les récits numériques qui façonnent la réalité collective.

L'expérience de Ghardaïa l'avait déjà montré : les plateformes amplifient d'abord les tensions, avant d'offrir — lorsqu'elles sont accompagnées — un terrain de re-cohésion par intelligence collective.

Le cas malgache confirme cette dynamique.

Les mêmes outils qui diffusent la colère peuvent, encadrés par une communication publique crédible et empathique, devenir des leviers d'apaisement, de reconstruction du lien social et de souveraineté cognitive.

V. Recommandations

1. Vers une souveraineté cognitive et informationnelle de Madagascar

La crise malgache de 2025 révèle que la désinformation et la polarisation émotionnelle ne relèvent pas seulement de la communication, mais de la gouvernance de la confiance. Pour y répondre, il est nécessaire de bâtir une stratégie publique intégrée articulant anticipation, coordination et éducation, tout en dotant l'État d'une capacité d'apaisement numérique.

Axe 1 – Gouvernance nationale de l'information

Construire une réponse institutionnelle intégrée et agile

1. **Créer une Cellule Nationale de Veille et de Réponse Info-Communicationnelle (CNRIC)**

- Mission : assurer la surveillance, l'analyse et la réponse coordonnée aux narratifs émergents.
- Composition : représentants de la Présidence, du Ministère de la Communication, de la Défense, de l'Éducation, et de la société civile.
- Outils : tableau de bord de veille cognitive, cartographie des rumeurs, protocole de communication de crise interinstitutionnel.
- Extension (nouvelle recommandation) : intégrer un module d'alerte émotionnelle, permettant d'identifier les pics de colère, de peur ou de rumeur en moins d'une heure via les données sociales.
- KPI : délai de détection < 60 min ; taux de réponse < 24h.

2. **Élaborer une Doctrine nationale de communication de crise**

- Définir des principes de transparence, de cohérence et de rapidité.
- Former les porte-paroles publics à la communication numérique et émotionnelle.
- Créer un réseau d'ambassadeurs de la parole publique dans chaque région.
- Mesure complémentaire : élaborer des protocoles de désescalade narrative (réponses en 3 couches : faits, sens, lien), inspirés des modèles de communication empathique et de "reliance" sociale.

3. **Renforcer la coordination entre acteurs publics et médias indépendants**

- Mettre en place des mécanismes de consultation et de partage d'informations validées.
- Soutenir les initiatives de fact-checking locales (Madagascar Check, Tribune InfoLab, etc.).
- Promouvoir la diversité des médias régionaux pour contrer la centralisation de la parole.

- Ajout stratégique : instaurer une charte de réponse éthique (transparence, absence de stigmatisation) et des canaux sécurisés de vérification rapide entre la CNRIC et les rédactions.

Axe 2 – Éducation, culture numérique et résilience citoyenne

Préparer la société à l'ère de la post-vérité

1. Lancer un Plan National d'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI)
 - Intégrer la littératie numérique dès le secondaire : analyse critique de sources, vérification, lecture émotionnelle des contenus.
 - Former les enseignants, journalistes et fonctionnaires aux biais cognitifs et à la désinformation.
 - Créer des modules EMI à destination des universités et des écoles de communication.
 - Renforcement proposé : introduire une formation à la résilience émotionnelle numérique, fondée sur les apports de la psychologie sociale et de la psychologie du sport, pour apprendre à maîtriser ses affects en ligne.
2. **Valoriser la culture de la preuve et la responsabilité civique numérique**
 - Campagnes publiques sur le rôle de la vérification et de la parole responsable.
 - Création d'un label "Média fiable Madagascar" attribué aux acteurs respectant un code éthique.
 - Encourager les influenceurs et créateurs de contenu à signer une charte de transparence.
 - Extension : promouvoir des campagnes d'unité narrative (hashtags fédérateurs, visuels co-construits), inspirées des expériences d'"intelligence collective" observées en Algérie (Rouibi, 2021).
3. **Développer la résilience émotionnelle collective**
 - Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur la manipulation émotionnelle en ligne.
 - Mobiliser les artistes, sportifs et figures d'unité nationale pour reconstruire un récit collectif positif.
 - Encourager la recherche en psychologie sociale et en communication pour étudier les émotions collectives.
 - Nouveau levier : intégrer un programme "Émotions et Cohésion" dans les médias publics, pour valoriser les comportements apaisants et les témoignages constructifs après crise.

Axe 3 – Souveraineté technologique et coopération internationale

Renforcer l'autonomie stratégique de Madagascar dans la gouvernance du numérique

1. Établir des partenariats stratégiques avec les plateformes internationales
 - Instaurer un dialogue permanent avec Meta, Google, ByteDance et Telegram pour obtenir :
 - o un canal prioritaire de signalement des contenus problématiques,
 - o des données anonymisées sur les tendances de désinformation,
 - o la co-construction de campagnes d'intérêt général.
 - Complément opérationnel : formaliser un protocole d'accord "Madagascar InfoSafe", garantissant la coopération technique des plateformes en cas de crise nationale.
2. **Créer un Observatoire National des Dynamiques Numériques (ONDN)**
 - Mission : produire des études, rapports et indicateurs trimestriels sur la circulation de l'information et des émotions sociales.
 - Rattachement : centre interdisciplinaire associant le Ministère de la Communication, les universités et les think tanks nationaux.
 - Objectif : devenir un acteur de recherche appliquée au service des politiques publiques.
 - Extension : inclure un laboratoire de désescalade cognitive, chargé de tester les meilleures pratiques de communication empathique en temps réel.
3. **Renforcer la coopération africaine et francophone**
 - Participer aux réseaux régionaux sur la gouvernance de l'information (OIF, Smart Africa, UA).
 - Créer un Pôle Francophone de Résilience Informationnelle à Antananarivo, en lien avec les institutions académiques africaines.
 - Promouvoir la mutualisation de la veille et de la recherche entre pays d'Afrique australe et francophone.
 - Ajout contextuel : encourager la production conjointe de baromètres africains de la confiance numérique, sous pilotage malgache.

Axe 4 – Leadership, sécurité et économie de la confiance

Intégrer la gouvernance de l'information dans la stratégie nationale de développement

1. **Sécuriser l'espace informationnel national**
 - Intégrer la lutte contre la désinformation dans la stratégie nationale de sécurité intérieure.
 - Développer des capacités locales d'analyse OSINT et de renseignement numérique.
 - Favoriser la création d'un cadre légal équilibré entre liberté d'expression et sécurité informationnelle.

- Mesure additionnelle : insérer une unité de médiation numérique communautaire (éclairateurs régionaux formés à la réfutation non conflictuelle) rattachée à la CNRIC.
2. Promouvoir le leadership informationnel des institutions publiques et privées
 - Former les dirigeants et cadres supérieurs à la communication stratégique et à la gestion de crise numérique.
 - Valoriser les initiatives d'entreprises malgaches dans la transparence, la traçabilité et la communication éthique.
 - Encourager les organisations à investir dans des dispositifs internes de veille et de gestion de réputation.
 - Recommandation nouvelle : créer un label "Entreprise de Confiance Numérique", valorisant la conformité éthique et la communication responsable.
 3. Faire de la confiance un actif économique national
 - Inclure la "confiance numérique" dans les indicateurs de performance du développement durable.
 - Intégrer les risques informationnels dans les politiques d'investissement et d'assurance.
 - Soutenir les entreprises locales du numérique et de la cybersécurité pour renforcer la souveraineté économique.
 - Ajout : positionner Madagascar comme un hub africain de la gouvernance cognitive, via des partenariats universitaires et technologiques.

2. Impact attendu

- Réduction de la vulnérabilité informationnelle nationale
- Amélioration de la confiance citoyenne dans la parole publique
- Prévention des escalades sociales liées aux émotions collectives
- Consolidation de la stabilité démocratique et institutionnelle
- Valorisation du rôle stratégique de Madagascar dans la gouvernance cognitive africaine

En définitive, Madagascar dispose aujourd'hui d'un capital humain, linguistique et technologique capable de devenir un laboratoire africain de la résilience informationnelle.

Ce rapport invite les décideurs publics et les partenaires internationaux à investir dans la gouvernance cognitive comme levier de stabilité, de cohésion sociale et de développement durable.

VI. Conclusion générale et perspectives

1. Une crise révélatrice d'une transition cognitive

La crise malgache de 2025 dépasse la seule dimension politique : elle marque une mutation cognitive, émotionnelle et communicationnelle du pays.

Les réseaux sociaux se sont imposés comme le principal espace de médiation du réel, où se mélangent information, rumeur, mobilisation et identité collective.

Ce basculement a redéfini la parole publique : elle ne se construit plus uniquement dans les institutions, mais au cœur des plateformes numériques, où la légitimité se forge à travers la vitesse et l'émotion.

Cette transformation ne signe pas la disparition de la communication publique, mais sa redéfinition : elle doit désormais fonctionner comme une cohabitation cognitive entre l'État, les citoyens et les technologies.

C'est une transition historique, où la gouvernance ne repose plus seulement sur la loi ou le discours, mais sur la gestion de la perception et de la confiance.

2. De la désinformation à la gouvernance de la confiance

Les données recueillies démontrent que la désinformation est devenue un écosystème structurant de la vie publique. Ce n'est pas juste une anomalie.

Ce phénomène ne traduit pas seulement un manque d'information, mais un vide de confiance.

La défiance envers les institutions, conjuguée à la puissance émotionnelle des plateformes, transforme la circulation de l'information en enjeu de sécurité nationale.

La désinformation prospère dans un environnement où la viralité prime sur la véracité.

Mais les réseaux sociaux ne sont pas que des menaces : ils sont aussi des capteurs d'alerte et des vecteurs de résilience.

Bien intégrés aux politiques publiques, ils peuvent devenir des instruments de régulation, d'écoute et de réactivité sociale.

La véritable gouvernance de la confiance ne repose pas sur la censure ni sur la réaction, mais sur la transparence, la pédagogie et l'anticipation.

Elle exige une communication publique proactive, capable d'accompagner les émotions collectives plutôt que de les subir.

Autrement dit, la communication devient un outil de sécurité, un levier de cohésion et un moteur de développement.

3. Vers une souveraineté cognitive africaine

Au-delà du cas malgache, cette étude ouvre la voie à une réflexion continentale sur la souveraineté cognitive africaine.

Sur un continent où la connectivité croît plus vite que la régulation, la capacité à gouverner l'attention, la confiance et les émotions devient un pilier de la souveraineté moderne.

Grâce à son dynamisme numérique, à son ancrage francophone et à sa position géostratégique, Madagascar peut devenir un laboratoire africain de la résilience informationnelle.

Le pays dispose des atouts pour construire un modèle fondé sur :

- une recherche scientifique appliquée, via des observatoires et think tanks nationaux ;
- une gouvernance publique de l'information, articulant veille cognitive, éducation aux médias et communication de crise ;
- et des partenariats structurés entre l'État, le secteur privé et les plateformes mondiales.

Ce modèle placerait Madagascar à l'avant-garde d'une diplomatie de la confiance numérique, porteuse d'influence, de coopération et de stabilité régionale.

4. Perspectives de recherche et d'action

Cette étude constitue une première étape d'un programme de recherche appliquée sur la communication et la gestion de crise en Afrique.

Trois axes de développement sont proposés :

- ✓ Analyse qualitative approfondie des discours citoyens
Explorer les récits, émotions et formes de légitimation exprimées dans les échanges en ligne.
- ✓ Modélisation de la propagation des récits numériques
Créer des outils de veille sémantique et émotionnelle adaptés au contexte africain.
- ✓ Création d'un Indice de Confiance Informationnelle Nationale (ICIN)
Élaborer un indicateur mesurant la perception de la vérité, la circulation émotionnelle et la qualité du débat public.

Ces travaux pourraient s'intégrer dans la création d'un Centre de recherche panafricain sur la sûreté, les technologies et la communication, destiné à fournir des analyses stratégiques aux gouvernements, aux institutions internationales et aux entreprises.

5. Une opportunité historique

La crise malgache révèle un changement d'époque. Le pouvoir ne se conquiert plus seulement dans les urnes ou dans la rue, mais dans la sphère émotionnelle et numérique où se forge la réalité collective.

En investissant dans la gouvernance cognitive, Madagascar peut transformer cette vulnérabilité en atout démocratique et stratégique, et devenir un acteur de référence dans la sécurité informationnelle et la résilience africaine.

Note sur l'auteur

Dr Fabrice Lollia

Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication (Université Gustave Eiffel, France)

Chercheur associé au laboratoire DICEN-Île-de-France

Spécialiste des dynamiques de sûreté, de gouvernance informationnelle et de communication de crise,



Dr Lollia articule dans ses travaux la recherche académique et l'expérience opérationnelle acquise au sein des services spécialisés et de la direction sûreté d'un groupe panafricain présent dans dix-sept pays.

Ses recherches portent sur les interactions entre communication, pouvoir et technologie dans les environnements instables ou à haut risque.

Il intervient régulièrement dans des colloques internationaux, programmes de formation exécutive et conférences de dirigeants, autour de la résilience institutionnelle, de la lutte contre la désinformation et du leadership de crise. Il est auteur de 3 ouvrages et plus de quarante publications.

Publications et contributions récentes (sélection)

- Lollia, F. (2025). *Penser la sécurité à l'ère des nouvelles technologies. Cahiers de la sécurité et de la justice* (IHEMI).
- Lollia, F. (2024). *Sécurité, IA et confiance en Afrique : une approche réflexive*. In *IA en Afrique : levier pour le développement durable*.
- Lollia, F. (2025). *Madagascar : le rôle clé des réseaux sociaux dans la chute du pouvoir. The Conversation*.
- Lollia, F. (2025). *Madagascar : quand les coupures d'électricité déclenchent une crise sécuritaire amplifiée par les réseaux sociaux. The Conversation*.

- Lollia, F. (2025). *Deepfakes et élections en Afrique : la prochaine grande menace démocratique ? The Conversation.*
- Lollia, F. (2025). *Madagascar : ce que le drame d'Ambohimalaza révèle sur la gestion de l'information publique. The Conversation.*
- Lollia, F. (2025). *Les adolescents confient-ils désormais leurs secrets aux intelligences artificielles ? The Conversation.*
- Lollia, F. (2025). *TikTok et la Génération numérique.* Éditions Européennes Universitaires.

Bibliographie indicative

A. Références théoriques et académiques

Habermas, J. (1989). *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise.* Paris : Payot.

→ Ouvrage fondateur sur la sphère publique, repris dans l'analyse de la "sphère publique connectée".

Papacharissi, Z. (2015). *Affective Publics: Sentiment, Technology, and Politics.* Oxford University Press.

→ Référence internationale sur le rôle des émotions dans la communication politique numérique.

Miège, B. (2010). *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel.* Grenoble : PUG.

→ Analyse systémique des médiations entre technologies, économie et communication.

Wolton, D. (2018). *Communiquer, c'est cohabiter.* Paris : CNRS Éditions.

→ Théorisation du "contrat de communication" et du lien entre confiance et communication publique.

Flichy, P. (2019). *Les nouvelles frontières du numérique.* Paris : Seuil.

→ Réflexion sur les recompositions de la légitimité et de la médiation à l'ère numérique.

Castells, M. (2009). *Communication Power.* Oxford University Press.

→ Concept de "gouvernance en réseau" et analyse du pouvoir dans les sociétés hyperconnectées.

Illouz, E. (2019). *Les émotions contre la démocratie.* Paris : Premier Parallèle.

→ Lecture sociologique des affects comme moteur de mobilisation et d'opinion.

Ahmed, S. (2014). *The Cultural Politics of Emotion*. Edinburgh University Press.
→ Ouvrage fondamental sur la circulation des émotions dans les espaces publics numériques.

Wybo, J.-L., Gouttas, C., Freyssinet, E., & Lions, P. (2015). *L'impact des réseaux sociaux dans la gestion des crises et le cybercrime*. *Sécurité & Stratégie*, n°18, 37–43.
→ Étude clé sur le rôle des réseaux sociaux comme outils de vigilance et de résilience en contexte de crise.

Bougnoux, D. (1998). *La communication contre l'information*. Paris : Hachette Littératures.
→ Analyse critique des médiations symboliques et de la confiance dans l'espace public.

Santoni, J. (2021). *La diffusion de l'information à l'ère numérique : enjeux, logiques et mutations des pratiques de communication*. Université Côte d'Azur, HAL.

B. Références appliquées à la désinformation et à la gouvernance cognitive

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making*. Council of Europe Report.
→ Typologie des désordres informationnels (misinformation, disinformation, malinformation).

UNESCO (2021). *Journalism, 'Fake News' & Disinformation: Handbook for Journalism Education and Training*. Paris : UNESCO Publishing.
→ Guide international de référence sur la régulation et l'éducation aux médias.

OECD (2023). *Building Trust and Resilience in the Digital Information Environment*. Paris : OECD Publishing.
→ Rapport stratégique sur les politiques publiques de confiance numérique.

C. Travaux du Dr Fabrice Lollia (références personnelles intégrées)

Lollia, F. (2025). *Penser la sécurité à l'ère des nouvelles technologies*. *Cahiers de la sécurité et de la justice* (IHEMI).
→ Réflexion sur la transformation des dispositifs de sûreté à l'ère numérique.

Lollia, F. (2024). *Sécurité, IA et confiance en Afrique : une approche réflexive*. In *IA en Afrique : levier pour le développement durable*. *Revue Communication, Technologies et Développement* (COMETECH).
→ Analyse des relations entre intelligence artificielle, gouvernance et confiance dans les contextes africains.

Lollia, F. (2025). *Madagascar : le rôle clé des réseaux sociaux dans la chute du pouvoir*. *The Conversation*.

Lollia, F. (2025). *Madagascar : quand les coupures d'électricité déclenchent une crise*

sécuritaire amplifiée par les réseaux sociaux. The Conversation.

Lollia, F. (2025). *Deepfakes et élections en Afrique : la prochaine grande menace démocratique ? The Conversation.*

Lollia, F. (2025). *Ce que le drame d'Ambohimalaza révèle sur la gestion de l'information publique à Madagascar. The Conversation.*

→ Ensemble d'articles scientifiques et de vulgarisation sur la désinformation, la gouvernance cognitive et la communication de crise.

Lollia, F. (2025). *TikTok et la génération numérique : repenser la confiance à l'ère algorithmique.* Éditions Européennes Universitaires.

→ Ouvrage sur les mutations de la relation entre jeunesse, plateformes et gouvernance de la confiance.

D. Sources institutionnelles et contextuelles (Madagascar)

Ministère de la Communication et de la Culture de Madagascar (2024). *Rapport annuel sur la gouvernance médiatique et les nouveaux usages numériques.*

Institut National de la Statistique (INSTAT) (2025). *Usage d'internet et perception des médias à Madagascar.*

Banque mondiale (2023). *Madagascar Digital Diagnostic: Building the Foundations for Digital Transformation.* Washington, DC.

→ Sources institutionnelles et contextuelles permettant de relier la recherche à la stratégie nationale de gouvernance numérique.

© Dr Fabrice Lollia, 2025 – All rights reserved